

Création d'une banque postale : un débat énergétique en vue au Parlement

Pour diffusion immédiate

Le 22 mars 2018

Ottawa – Des leaders du milieu syndical et de la justice sociale ainsi qu'un maire en mission se sont joints à la députée néodémocrate de London-Fanshawe, Irene Mathysen, sur la Colline du Parlement, ce matin, pour y tenir une conférence de presse destinée à faire pression sur les députés pour qu'ils appuient la création d'une banque postale au Canada.

M^{me} Mathysen, porte-parole du NPD en matière de questions postales, a récemment déposé une motion (M-166) demandant la formation d'un comité chargé d'étudier un projet de création d'une banque postale qui serait sous la gouverne de Postes Canada et de formuler des recommandations à cet effet. Le débat sur cette motion commence demain à la Chambre des communes.

Durant la conférence de presse, M^{me} Mathysen était accompagnée de Mike Palecek, président national du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP), de Brenda McAuley, présidente de l'Association canadienne des maîtres de poste et adjoints (ACMPA), de Gisèle Bouvier, de l'organisme ACORN, et d'André Simard, maire de Saint-Roch-des-Aulnaies, au Québec, dont la municipalité est depuis peu sans services bancaires.

« Depuis des années, nous faisons valoir la nécessité de remettre en marche les services bancaires à Postes Canada afin d'accroître ses revenus et sa capacité à proposer des services qui sont souhaités par la population et dont celle-ci a un urgent besoin », soutient Mike Palecek. « Des milliers de municipalités et de communautés autochtones sont privées de services bancaires, mais bon nombre d'entre elles sont dotées d'un bureau de poste, et celui-ci pourrait leur fournir des services bancaires », ajoute-t-il.

La prestation de services bancaires et financiers par un service postal public est loin d'être une notion radicale. De nombreux pays possèdent une banque postale, par exemple le Royaume-Uni, la France, la Nouvelle-Zélande, le Japon et l'Inde, entre autres. Les banques postales facilitent l'inclusion financière et servent à promouvoir le développement économique. Et grâce aux revenus qu'elles génèrent, elles protègent le service postal public et les emplois propres à ce secteur d'activité.

La population du Canada est grandement en faveur de la mise sur pied d'une banque postale. En effet, plus de 600 municipalités ont adopté une résolution en ce sens. De plus, 63 % des répondants à un sondage Stratcom réalisé en 2013 appuyaient l'idée de diversifier les services lucratifs de Postes Canada, dont les services financiers, comme le paiement de factures, et les services bancaires et assurantiels.

En janvier dernier, le gouvernement fédéral a finalement rendu publique sa vision d'avenir pour Postes Canada, une vision attendue depuis longtemps qui prône la diversification des services et des sources de revenus.

« La mise sur pied d'une banque postale répond à la vision d'avenir qu'entretient le gouvernement pour Postes Canada. Une banque postale serait rentable et viable, et elle fournirait des services bancaires auxquels a accès l'ensemble de la population. Il s'agit d'une occasion en or pour le gouvernement de mieux desservir la population », affirme Mike Palecek.

La création d'une banque postale est un enjeu pour lequel il vaut la peine de se battre. Et il s'agit d'une revendication du STTP dans le cadre des négociations collectives en cours avec Postes Canada.